



ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA

Ambassade de Bolivie en France

Minga

Agir ensemble pour une économie
équitable

Association française

**Bilan des
Rencontres franco-boliviennes
d'acteurs économiques solidaires**
du 16 au 22 Novembre 2009
Villa Tunari, Cochabamba, Bolivie

Ces Rencontres ont été organisées par:

Ambassade de Bolivie en France

12 avenue du Président Kennedy
75016 Paris
Tél : 01 42 24 93 44 Fax : 01 45 25 86 23
embolivia.paris@wanadoo.fr
Site internet : www.amb-bolivie.fr

Minga

1 Quai du Square
93200 Saint Denis
Tél : 01 48 09 92 53
minga@minga.net
Site internet : www.minga.net
Association Loi 1901.
SIRET 43841214000016 APE : 913°.

Ces conclusions sont présentées par Minga, le Mofisp (association coordinatrice de l'évènement en Bolivie) avec la participation des 17 autres organisations présentes.

SOMMAIRE

I. Organisations participantes

II. Introduction et objectifs

III. Déroulement de la rencontres et débats

IV. Annexes:

1. **Organisations soutenant la rencontre franco-bolivienne Nov 2009**
2. **Message de l'ambassadrice de Bolivie en France aux participants des rencontres**
3. **Communiqué de presse de l'ambassadrice pendant l'évènement**
4. **Déclaration finale de la rencontre signée par tous les participants et toutes les organisations et associations présentes**
5. **Extraits du Projet de rencontre**
6. **Les participants**
7. **Budget des rencontres**
8. **Sommet de Copenhague**
9. **Texte de Véronique LEON**
10. **Lettre de la Confédération paysanne, France**
11. **Remerciement Amis d'Andines au Conseil général du 93 – France**
12. **Texte de Jacques Debarros (<http://debapot.over-blog.com/>)**

Sites Internet qui ont informé sur les Rencontres :

W. Elie, d'Action Consommation, s'était chargé durant la rencontre de la coordination des prises de notes et Action Consommation a dès le premier jour fait part de la rencontre quotidiennement sur son site : www.actionconsommation.org/publication/

<http://www.amb-bolivie.fr/web/Bienvenue.html>

www.confederationpaysanne.fr/

www.minga.net

<http://debapot.over-blog.com/>

I. ORGANISATIONS PARTICIPATRICES (et signataires de la déclaration finale)

Bolivia :

ASPABRI

Asociacion de Productores Arroceros Bajo Riego inundado
(Association de producteurs de riz irrigué)

CIDOB

Confederacion Indigena de los Pueblos Originarios de Bolivia
(Confédération Indigène des Peuples Originaires de Bolivie)

MOFISP

Movimiento Femenino Indo-Iberoamericano Senti Pensante
(Mouvement féminin Indo-Ibéroaméricain Senti Pensante)

FCIY

Federacion de Comunidades Interculturales de Yapacani
(Fédération des communautés interculturelles de Yapacani)

Consejo Indigena Yuracare Coniyura

(Conseil Indigene Yuracare)

Honorable Alcaldia Municipal de Villa Tunari

(Municipalité de Villa Tunari)

Grandes Espacios

(Organisation de tourisme communautaire franco-bolivienne)

Asociacion de productores artesanales UYPI

(Association de producteurs de produits artisanaux UYPI - Chimore)

Asociacion des organizaciones de productores ecológicos de Bolivia (AOPEB)

(Association des organisations de producteurs écologiques de Bolivie)

Confederacion de Mujeres Campesinas de Bolivia « Bartolina Sisa »

(Confédération des femmes paysannes de Bolivie «Bartolina Sisa»)

El Ceibo

(Centrale de Coopératives de producteurs et transformateurs de cacao)

Federacion Sindical Unica de los Trabajadores de Cochabamba

(Federation syndicale Unique des Travailleurs de Cochabamba)

Productores de Ivirgarzama

(Producteurs d'Ivirgarzama)

France:

Minga, Agir ensemble pour une économie équitable

(Organizacion francesa de 70 cooperativas, empresas y asociaciones para “Actuar juntos para une economia equitativa”).

Confédération Paysanne

(Confederacion campesina, sindicato campesino (el secundo en Francia)

Nature et Progrès

(Naturaleza y progreso, organizacion que agrupa 600 miembros profesionales agro-ecologicos y 1300 miembros consumidores)

Urgenci (Red internacional de los grupos AMAP: Asociaciones para el mantenimiento de una agricultura campesina)

Action Consommation (Accion Consumo)

Accueil Paysan

(Acogida Campesina, organizacion que agrupa a 600 familias campesinas)

La Communauté d'Agglomération d'Aubagne et de l'Etoile

Et des membres de la C.C.A.S (Caisse Centrale des Activités Sociales du Personnel des Industries Electriques et Gazières)

(Y miembros de la CCAS (Caja Central de las Actividades Sociales de los asalariados de las Industrias electricas y del gaz en Francia – 170 000 miembros)

II. Objectifs et déroulement de la rencontre.

Ce projet de rencontre entre travailleurs boliviens et français est né au cours d'une réunion fin 2008 entre M. Juan Pablo Guzman, Vice ministre bolivien aux relations extérieures, et le Secrétaire général de l'organisation française Minga.

Le projet a ensuite été précisé et décidé au cours de plusieurs réunions entre les représentants de l'Ambassade de Bolivie en France, en particulier Mme l'Ambassadrice, Mme Luzmila ainsi que Solange Behoteguy, Alfonso Dorado, et Michel Besson de Minga.

La proposition était « *de réunir entre 25 et 30 producteurs, transformateurs, distributeurs et travailleurs boliviens et français, afin qu'ils participent, à partir de leurs expériences professionnelles et sociales, à la définition des valeurs essentielles et à la création totalement populaire d'une économie équitable sur la base des acquis culturels et de la dynamique générée par les pratiques socio-économiques. Promouvoir la réappropriation de la vie économique par les peuples, l'intégration locale, régionale, nationale et internationale* ».

Cette rencontre s'est déroulée entre le 16 et le 22 Novembre 2009, réunissant une quarantaine de personnes, dont 14 français(e)s, même si parallèlement à la présence permanente des français, celle des participants boliviens a été quelque peu bousculée à cause de la période électorale et de ses tensions. Tous les participants représentaient divers syndicats et organisations populaires.

Après avoir fait connaissance, les participant(e)s ont abordé pendant ces 6 jours les thèmes prévus pour cette rencontre (Projet et Programme): la production, la transformation et la commercialisation dans le respect des êtres humains et de la nature, pour construire, ensemble, une économie équitable et solidaire. Les débats sur la philosophie du « Vivre bien », inscrite dans la nouvelle Constitution de Bolivie et contraire au « vivre mieux en consommant toujours plus », et la nécessité d'une relocalisation des activités économiques, ont été particulièrement riches.

Les français ont autofinancé leur voyage, la Municipalité de Villa Tunari a fourni hébergement et nourriture. L'ASPABRI, de Yapakani, a assuré les transports et le MOFISP l'organisation de l'évènement en Bolivie.

Les débats ont été traduits simultanément par Daniel Cano et Alfonso Escobar et enregistrés par Etienne Lurois. Jack Guyomart, participant réalisateur, en produira un film qui nous permettra à toutes et tous d'introduire de nouveaux débats, tant en Bolivie qu'en France et dans d'autres pays.

Ces échanges entre travailleurs boliviens et français ont été fondés comme prévu sur les expériences et les réalités de chacun, tant en Bolivie qu'en France. Ils ont été accompagnés de plusieurs visites, aux sièges de plusieurs organisations (Cidob, Aspabri, Uypi) et sur le terrain, en dialogue avec les communautés (production de cacao, fruits, riz et coca).

Cette rencontre a enfin donné lieu à une importante Déclaration commune finale, signée le 21 Novembre par 19 organisations (Annexe 1).

Il est également prévu une seconde rencontre en France à Aubagne fin Mai 2010.

Nos remerciements et nos félicitations à toutes les personnes qui ont préparé, animé et nourri cette superbe rencontre populaire !

Novembre 2009

III. Dérroulement de la rencontre et débats

Lundi 16 Novembre

Les français ont été accueillis à l'aéroport de Santa Cruz par une délégation du MOFISP, de l'ASPABRI et du CIDOP, puis reçus au siège de cette dernière organisation, « *la grande maison des peuples indigènes de Bolivie* ». Accueil, présentations, repas et débats en présence des responsables du CIDOP (Confédération indigène nationale). Une réunion est organisée afin de présenter les modes d'organisation de cette confédération qui représente 9 fédérations, pour un total de 51 communautés, qui vivent sur

La représentation des peuples originaires (et notamment les populations amazoniennes) est encore faible, mais la CIDOB, qui décrie le rapport marchand à la terre, veille au respect des droits des minorités indigènes par une meilleure gestion territoriale, à la maîtrise des projets de développement et à la formation des jeunes représentants élus des communautés pour gérer les territoires (environ un million d'hectares). La maîtrise de leur développement est une revendication essentielle des communautés paysannes indigènes, une maîtrise fondée sur le respect de la biodiversité, la valorisation des espèces végétales et animales locales, la préservation des semences natives, etc, et qui passe par la gestion collective des territoires (GTI). Ainsi que la transmission du savoir faire et des coutumes ancestrales.
Voir: <http://www.cidob-bo.org/gti/>

La participation populaire et l'implication des mouvements sociaux sont ici en Bolivie une approche politique nouvelle: la reconnaissance dans la nouvelle constitution de l'État Plurinational de Bolivie (36 nationalités sont reconnues) des organisations populaires, des coopératives et des entreprises communautaires laisse entrevoir des processus d'autogestion. L'expulsion de l'ONG américaine USAID laisse deviner une évolution de l'aide au développement sur le territoire.

Après la visite d'un marché haut en couleurs, nous avons ensuite pris la route de Yapakani, une ville située à 3 heures de Santa Cruz, pour être reçus par des responsables de l'ASPABRI. Le soir, là aussi, accueil fraternel, présentations, restauration et discussions entre les principaux élus de cette Association de producteurs de riz et les français, notamment sur l'autonomie alimentaire régionale et nationale, et sur l'importance du volet *agro-environnemental* dans la nouvelle constitution votée le 25/01 en 2009.

Dans la nuit, nous partons tous ensemble à Villa Tunari.

Mardi 17 Novembre

Au réveil, nous découvrons un décor tropical et une végétation luxuriante.

Villa Tunari, ville de 2500 habitants, est la porte d'entrée de la province de Chapare, la zone de production de la coca qui a marqué l'histoire de la Bolivie et de ses mouvements sociaux. Fruits, bananes, oranges, citrons et cacao sont les principales productions locales de cette région tropicale où l'agriculture est la principale activité économique, une agriculture développée notamment par les mineurs « relocalisés » dans la région.

La rencontre se déroulera dans la salle du Conseil municipal de la ville, qui restera pendant toute la semaine à notre disposition.

Malgré l'absence de nombreux représentants boliviens prévus, absence due aux proches élections présidentielles et à ses tensions, tous les français sont présents ainsi que des producteurs de cacao de Chimoré, du Conseil Indigène Yuracaré, des producteurs de riz membres de l'Aspabri, du Mofisp et de Grandes Espacios. Nous rejoignons ensuite dans la journée des femmes de la Confédération des paysannes de Bolivie «Bartolina Sisa», un représentant de l'Association des organisations de producteurs écologiques de Bolivie (Aopeb), le Directeur d'El Ceibo, la Centrale des coopératives de producteurs et transformateurs de cacao, des membres de la Fédération syndicale Unique des Travailleurs de Cochabamba et des agriculteurs d'Ivirgarzama.

Chaque participant se présente en personne, ainsi que son organisation et son activité. Nous apprenons par exemple que la Bolivie produit 250 000 tonnes de riz et en importe 100 000 tonnes. L'objectif du plan de développement agricole est donc d'atteindre l'autosuffisance, notamment grâce à des systèmes écologiques d'irrigation.

Ensuite le Maire de Villa Tunari vient nous accueillir officiellement. Malu Escobar, du Mofisp (Bolivie), et Michel Besson, de Minga (France), expliquent alors les objectifs de cette rencontre exceptionnelle: il ne s'agit pas seulement de se connaître mais aussi d'échanger en profondeur sur les valeurs qui guident nos actions socio-professionnelles et notre volonté de construire une société alternative au modèle dominant, capitaliste, destructeur des hommes et de la nature.

Les participants boliviens nous présentent leur pays:

La Bolivie c'est 1 098 580 km² de superficie

- ▶ 9,775 millions d'habitants (dont environ 1 million de migrants)
- ▶ 8,9h./km² densité de la population
- ▶ 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (2\$ par jour)
- ▶ 35,5 % de la population a moins de 15 ans
- ▶ 22 ans : âge médian de la population
- ▶ 23% de la population est en sous-alimentation (sources 2004)
- ▶ 41% Part de la population active agricole (sources 2004)

Marcello (de *Grandes Espacios*) résume l'histoire de la Bolivie et de ses luttes populaires, ouvrières et paysannes, urbaines et rurales. Pour en arriver aux élections de décembre 2005, qui opposent principalement Evo Morales, leader du MAS (Mouvement vers le socialisme) à Jorge Quiroga Ramírez, représentant la bourgeoisie. Avant même le dépouillement des votes, les sondages indiquent Evo Morales vainqueur. Il remporte les élections avec plus de 54% des voix alors que Jorge Quiroga Ramírez arrive en deuxième position avec 29% des voix. Le 22 janvier 2006, en présence notamment de onze chefs d'États de la région et d'Europe, il prête serment devant le Congrès. Il devient ainsi le premier président d'origine Aymara en Bolivie.

- Explication du rapport de force entre les peuples de l'Altiplano, Aymara et Quechua, et les communautés Amazoniennes
- Description des accords de l'ALBA, qui regroupe notamment le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et le Honduras, et cherche à développer une intégration régionale «d'après des principes de solidarité et de coopération et non sous l'égide du capitalisme et de la compétition » ainsi que la création du « Sucre », un système d'appui aux échanges commer-

ciaux, premier pas vers la naissance d'une monnaie commune et non spéculative pour les pays membres de l'alliance.

La nouvelle constitution qui a finalement été approuvée en janvier 2009 lors du référendum constitutionnel par 62% des votants constitue une avancée pour les peuples indigènes et originaires. Cette constitution garantit entre autres : la reconnaissance des langues indigènes, la reconnaissance des droits des nations et peuples indigènes à l'exercice de leur propre système politique, juridique et économique, l'établissement de Territoires « indigènes originaires paysans » dotés de compétences en terme de définition de forme propre de développement, d'administration de la justice indigène, de gestion des ressources naturelles renouvelables, etc. Plusieurs parties de la constitution garantissent ces droits.

Une grande réforme agraire est progressivement appliquée: "[L'Etat doit] *distribuer les terres de manière équitable, se porter garant des droits et nécessités actuelles et à venir des nations et peuples originaires et paysans, et veiller au bien-être de la population dans son ensemble.*" Avant la réforme agraire de 1953, 10 ha par famille étaient accordés. Actuellement l'état octroi 20 hectares à chaque citoyen qui veut s'installer.

Un peu d'histoire

1825 : Bolivar libère la Bolivie du colonialisme.

Les mines ont servi à la mise en place du capitalisme

1952 : Une révolution qui renverse le capitalisme pour le mouvement nationaliste révolutionnaire.

Le MNR fait une réforme agraire qui favorise les petites fermes dans l'ouest du pays. Dans l'est les grandes exploitations se maintiennent. Les mineurs, exilés, sont devenus les nouveaux colons de la région du Chapare.

1968 : Arrivée du Ché en Bolivie.

1971 : Le Général Torres prend le pouvoir, supprime les assemblées . Ce gouvernement est mis en bas par le mouvement de femmes mineurs.

Succession de coups d'état ; mouvement de la guerre de l'eau, première défaite des multinationales.

1985 : La guerre du gaz déboute la bourgeoisie ; beaucoup de marches sont organisées.

2003 : Le peuple écrit un « agenda » dit « d'octobre » qui définit comment expulser les multinationales ...

Cette présentation de la Bolivie tant sur le plan agricole, historique que politique fut très riche.

Dans l'après-midi des responsables de l'organisation Coniyura présentent leur « proyecto chocolate », une entreprise communautaire de production, transformation et commercialisation de cacao. Ce projet de TCO (territoire communautaire indigène) de Yuracare témoigne de la volonté de maîtriser la chaîne économique de la cueillette à la commercialisation. Nous visiterons le lendemain le projet lui-même sur place.

Mercredi 18 Novembre

Dans la salle du Conseil municipal de Villa Tunari, l'exposition de produits apportés les boliviens et les français est mise en place... , produits biologiques et documentation, et on déguste le thé de coca!

Aujourd'hui, c'est au tour des français de présenter leur pays sur le plan géographique, historique et économique. C'est Virginie Lurois qui présente, à l'aide d'une carte de France.

La France, en Europe, c'est 551 602 Km² de superficie

- ▶ 64 303 000 habitants (dont environ 1 million de migrants)
- ▶ 116.57 hab./Km² densité de la population
- ▶ PNB: 2067 Milliard(s) de dollars (en 2007)
- ▶ 13 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté
- ▶ 3,6 % Part de la population active agricole

Puis Olivier Keller, de la Confédération paysanne, explique l'évolution de l'agriculture en Europe et plus particulièrement en France, le poids des « coopératives agricoles », des centrales d'achat (6 seulement!) et des multinationales (semences, transformation et distribution des produits), la PAC, le problème foncier, la disparition chaque année de plusieurs dizaines de milliers de petits paysans...faute de rémunération suffisante de leur travail. « *Toutes les 3 minutes, disparaît une ferme en Europe!* ». « *La seule solution, c'est une véritable politique de relocalisation économique* » .

Les participants boliviens demandent aussi aux français de se situer géographiquement, chacun, sur la carte de France. Chacun précise son activité et ses convictions et répond aux questions des participants boliviens.

Agriculture biologique et réchauffement climatique

La rencontre avec l'**AOPEB***, outil d'accompagnement et d'aide aux producteurs biologiques en Bolivie, a permis de faire le point sur le développement des filières agro-écologiques, tant locales que celles qui visent l'export (30 % de la production). Le représentant de l'AOPEB dans tout le département de Cochabamba, Ivan Fernandez, a exposé l'évolution du marché, de 1200 ha il y a huit ans à 1 million d'hectares aujourd'hui: 30 000 ha de légumes, fruits, cacao et café, et 970 000 ha de noix d'Amazonie.

C'est dire la révolution culturelle et économique qui anime le pays. Avec le temps, les producteurs se sont imposés des normes plus exigeantes et de plus en plus d'urbains consomment « bio ». 17 communes se sont déclarées « biologiques » en développant notamment des cantines scolaires.

L'accessibilité des produits biologiques, en terme de marché et de prix, interpelle l'organisation et notamment en vue d'offrir des produits sains à une plus grande partie de la population. Le questionnement autour de la production alimentaire nécessaire en terme de souveraineté se pose. Aujourd'hui 2 200 produits différents sont issus de l'agriculture biologique et proposés sur le marché. 70 000 producteurs en Bolivie sont concernés (sur 354 communes), 12 000 en France. Le but de l'AOPEB est d'acquiescer une bonne santé avec une alimentation saine, en créant des réseaux de distribution les plus locaux et régionaux possible et en cassant les dépendances extérieures, mais elle nous signale que le paysan bio se confronte à 3 difficultés : la faiblesse de l'organisation, l'application des normes et le coût de la certification. L'AOPEB s'est aussi posée (comme Minga) la question du mot « consommateur », elle trouvait que cela n'allait pas pour des gens qui ont une démarche citoyenne et elle a décidé non plus de parler de consommateur mais d'usagers.

L'ambition est de développer la souveraineté à tous niveaux (production, garantie de la qualité, consommation). Soit une autosuffisance globale, prioritairement locale, puis régionale, nationale et internationale. Les dangers des monocultures d'exportation, qui se développent au détriment des productions vivrières, en France comme en Bolivie (quinoa, café, etc) sont évoqués. La transformation des produits alimentaires sur place est une voie à suivre pour renforcer un contrôle populaire sur l'économie tout en réduisant les transports. Certains producteurs biologiques boliviens et français ont intégré

(et en améliorant leurs conditions de vie) cette démarche et la proposent comme nouveau modèle de « développement ».

Les participants français sont ensuite interpellés en tant qu'occidentaux sur leur responsabilité dans le réchauffement climatique... En Bolivie, la température a augmenté de 0,8° alors que sa contribution au réchauffement sur le globe est de 0,03 % (part nationale). S'ensuit un débat sur l'importance d'une nouvelle politique planétaire (le Congrès de Copenhague approche!) mais les actions économique locales, telles que les pratiquent et les promeuvent les participants de cette rencontre, sont aussi essentielles. D'où également l'importance des échanges concrets qui feront suite à cette rencontre, et le renforcement de réseaux locaux et internationaux actifs dans le domaine socio-économique.

Evo Morales: « *Les Droits de la Terre-mère sont plus importants que nos propres Droits de l'homme, la Terre peut vivre sans l'homme, mais pas le contraire.* »

Coca...

Romero, un responsable de la question de la coca dans la région, vient nous expliquer que le Chapare, la région où nous sommes, a initié des cultures de coca biologique. Les modes de production (4 récoltes à l'année) évoluent en lien avec la valorisation de la consommation traditionnelle de la coca (qui se mâche, se prend en infusion ou est utilisée dans la médecine traditionnelle ou dans les rituels culturels). Le gouvernement bolivien lutte pour la dépénalisation de la feuille de coca (plante interdite depuis 1961 par l'ONU), sa reconnaissance et un contrôle de la production, afin de préserver son utilisation traditionnelle (enfin reconnue par l'ONU en Novembre 2009) tout combattant la production illícite de cocaïne et son trafic mafieux qui profite surtout aux pays les plus riches. La coca, plante cultivée depuis 3000 ans et vénérée initialement par les incas, est reconnue dans l'article 381 de la nouvelle constitution de Bolivie, comme symbole de l'identité et de la culture des peuples andins. Des produits dérivés, hors cocaïne bien entendu, sont en train d'être développés et commercialisés en Bolivie: infusions, sirops, crèmes, dentifrice, détergents naturels, shampoing, farine, licoeurs, objets artisanaux, etc. Des initiatives à la fois politiques et économiques à soutenir concrètement...

En raison des élections présidentielles du 6 Décembre, et parce que toutes les forces politiques du pays sont impliquées dans la campagne, nous ne devons pas visiter de plantation de coca. Mais le traditionnel dicton bolivien « En Bolivia Todo es posible, nada es seguro » (*En Bolivie tout est possible, rien n'est sûr*) s'est confirmé et finalement la visite improbable eut lieu: champs, explication, visite à une famille, école de village.... On nous avouera après la visite que sur le parcours 6 producteurs de coca demanderont à notre accompagnateur si nous n'étions pas des « ennemis » !

On échange autour d'un maté de coca !**

**Association d'Organisations de Producteurs Écologiques de Bolivie*

*** infusion de coca, breuvage traditionnel des peuples andins*

El Ceibo

El Ceibo est la plus grande Centrale de Coopératives de producteurs et transformateurs de cacao en Bolivie. Son président nous la présente: El Ceibo est créée en 1965, grâce à des subventions internationales, aujourd'hui 1200 familles, 48 coopératives, une production entre 700 et 1000 tonnes de cacao par an (70% de la production bolivienne), principalement dans le Nord Est du pays (Alto Beni). La moitié est exportée vers les marchés européens. Une certifications bio et une certification « équitable » (FLO), de plus en plus remise en question par les producteurs... Quant aux prix (150 \$ la tonne de fèves séchées), il paraît trop bas à d'autres participants, producteurs de cacao à Yuracare.

Jeudi 19 Novembre

Le « Bien vivre » et la souveraineté alimentaire des peuples

Juan Ivan Gomez, président de l'Aspabri, explique la philosophie traditionnelle du « Vivir bien », qui s'inscrit dans une tradition de vie communautaire. Le concept de « vivre bien » ou *Sumaj Amaña*, tradition inca issue de la cosmogonie et transmise aux quechuas, est basée sur l'acceptation de l'environnement dans lequel chaque individu vit en lien avec ce que lui offre la nature, avec un régime alimentaire équilibré, se référant à la culture locale. Il s'agit d'une « satisfaction personnelle », dans un écosystème équilibré, dans le respect de la terre et des animaux, de vivre tout d'abord avec les produits naturels locaux. Le « Vivir bien » n'a jamais empêché les échanges extérieurs avec d'autres communautés, ni les voyages ou les changements de lieux de vie, mais *« ces échanges doivent être socialement utiles et équitables »*. *« Dans ces choix culturels communautaires n'entrent pas les différences entre convictions politiques ou religieuses »* (Juan Ivan).

L'intrusion de la société de consommation dans la société bolivienne soulève des contradictions entre cette philosophie du « vivre bien », en harmonie avec son environnement, et la réalité quotidienne de la consommation « moderne » de plus en plus présente: produire et commercer toujours plus pour générer toujours plus de profits, et donc susciter des besoins et consommer toujours plus. Avec force publicités et des prix toujours plus bas, c'est-à-dire des rémunérations toujours plus faibles pour les producteurs et les travailleurs ... Avec des importations et des exportations toujours plus importantes. La pauvreté, conséquence de ce modèle capitaliste, engendre elle-même le fatalisme et l'assistanat (subventions, ONGs, commerce équitable, etc). Certains participants à la rencontre attendaient des français qu'ils règlent leurs problèmes d'écoulement de leurs produits en leur proposant des marchés à l'export - la vente à l'étranger est souvent avancée comme la solution miracle...

On mesure par ailleurs l'absurdité des modèles économiques calqués sur le « développement occidental », par exemple dans le cas de la coopération exposé par Jacques Debarros (éleveur de chèvres dans l'Aveyron et présent à la rencontre): Apporter de la génétique et du soin vétérinaire (déparasitage) sur un troupeau de chèvres dans la région de Potosi n'a abouti qu'à augmenter inconsidérément le cheptel du village et à appauvrir la ressource fourragère. Mais *« la vente de fromages sur l'altiplano est économiquement importante dans l'optique d'obtenir des revenus, et d'un point de vue nutritionnel, c'est primordial. Il faut tout repenser »*.

La notion du « vivre bien » pose aussi, ici, la question de la place de la coca dans la société, comme plante bénéfique, sacrée et rituelle.

Ce concept doit être appréhendé différemment suivant les zones géographiques : montagnes, vallées, zones sèches, zones humides. La consultation de la Pachamama (Terre-mère) est primordiale dans la prise de décisions mais la conception du « vivre bien » diffère selon la zone géographique. Le « vivre bien » du paysan-mineur de Potosi et celui du cueilleur d'Amazonie n'ont de commun que l'essentiel de cette philosophie. Elle est cependant un axe culturellement fort dans l'orientation de la nouvelle constitution bolivienne. En Européens, certains y répondent par la sobriété en lien avec la limitation des ressources naturelles, d'autres en encourageant des pratiques et des nouvelles politiques locales et régionales ancrées dans les territoires.

Dans l'après-midi, tous les participants de la rencontre se rendent au village de Chimoré, pour la présentation de l'entreprise communautaire **CONIYURA** « Proyecto Chocolate », qui émane de la gestion territoriale communautaire indigène (cueillette de cacao, transformation, lieu de fabrication de la pâte de cacao avec l'appui de 2 techniciens et de 3 étudiants).

Traditionnellement, dans ce TCO (Territoire Communautaire indigène), le cacao se récolte en cueillette sur des arbres (plus de 10m de hauteur) qui poussent naturellement. La production est par définition biologique. Ici, le respect environnemental est culturel. Pour l'instant c'est la fève de cacao qui est commercialisée mais la valorisation du cacao sylvestre est en cours par la transformation en pâte de cacao (à partir de la fève dite « créole ») et sa commercialisation. Celle-ci, pour le marché intérieur et ex-

térieur, se fera au travers par le biais d'un commerce équitable pour tous les opérateurs de la filière. Les producteurs sont très méfiants du « commerce équitable » tel que le pratique El Ceibo par exemple (avec la philosophie exclusivement nord sud de la marque FLO, voir les débats du lendemain).

Au sein de cette réserve naturelle amazonienne, on préserve aussi toutes les autres ressources, dont la ressource forestière en prélevant du bois exotique que l'on transforme en meubles sur place, mais les menaces de contrebande forestière sont récurrentes (et notamment les pirates à la solde des grandes compagnies).

Vendredi 20 Novembre

L'équité dans les échanges

La commercialisation des produits n'a jamais été historiquement prise en charge par les paysans en Bolivie, c'est un « pays d'intermédiaires » dit Ivan Gomez, producteur de riz et président de l'Aspabri. Mais l'exemple du projet de TCO (territoire communautaire indigène) de Yuracare, que nous avons visité hier, témoigne de la volonté de maîtriser la chaîne économique de la production et de la commercialisation. Des français rajoutent que dans leur pays c'est la même chose, que les grandes coopératives agricoles ne sont plus aux mains réellement des paysans et sont devenues strictement marchandes, mais qu'il existe aussi des initiatives quant à la maîtrise des filières production/consommation, que ces filières soient locales (vente directe, Amap, circuits courts, etc), régionales ou internationales (des membres de Minga par exemple).

Commerce équitable ? Des français interpellent les boliviens sur l'héritage paternaliste du dit « commerce équitable » (FLO, Max Havelaar), les boliviens interrogent sur le coût de plus en plus élevé de la certification Flo/Fair trade et l'augmentation des contrôles paperassiers. La présence d'El Ceibo alimente le débat sur l'évolution du marché du commerce que l'on dit ici « justo » (juste). El Ceibo exportant la moitié de sa production (Allemagne, Suisse, France...), la stratégie principale d'exportation peut être non seulement une menace pour l'économie locale mais aussi dans les pays importateurs, où ces produits sont vendus dans les grandes surfaces... C'est toute l'approche « commerce équitable » qui doit et va être discutée...

Le débat sur la justice dans les échanges commerciaux est alors engagé. Michel Besson (Minga) commence par expliquer les différentes approches et pratiques d'un commerce équitable.

La vision la plus connue, de la marque privée FLO-Max Havelaar, efficace grâce à un marketing classique très coûteux, et utilisée par de plus en plus de multinationales (Nestlé, Starbuck, MacDo, Carrefour ...), est une démarche caritative, exclusivement sud-nord et qui ne pointe l'équité qu'à un maillon de la chaîne: la production (seuls les producteurs sont contrôlés sur le plan socio-économique). Ce qui permet tous les abus -et l'opacité- à toutes les autres étapes de la filière (transformation, vente gros et détail). *Il s'agit « d'aider » les producteurs des matières premières du sud en incitant les « consommateurs » du nord à leur acheter des produits à des prix un peu plus élevés que ceux du marché.* Cette approche est souvent et malhonnêtement présentée comme un label ou une marque d'état. Pour Minga, organisation dont M.B. est secrétaire général, il ne s'agit là que d'une pratique paternaliste adaptée au néo-libéralisme. Pour que cette action caritative soit efficace il faut des volumes de plus en plus importants (café, cacao, sucre, coton, etc) et donc inciter les producteurs à produire toujours plus... La vente de ces volumes se réalise dans les chaînes de la Grande distribution, via ses centrales d'achat, qui est l'une des activités économiques les plus consuméristes, les plus exploiteuses de ses fournisseurs (des milliers de paysans disparaissent chaque année à cause de prix d'achat trop bas, mais aussi des milliers de commerce de proximité, etc) et de ses salariés, et les plus destructrices de la nature... système prédateur dissimulé par des discours écologiques ou humanitaire (« *Nous aussi aidons les pauvres!* »).

La seconde approche d'un commerce équitable est une démarche qui consiste à pratiquer un maximum d'équité non seulement pour les producteurs de la matière première mais aussi pour tous les travailleurs qui interviennent dans une filière (production, transport, transformation, prestations, vente) mais aussi dans le rapport à la nature, et tout cela de manière transparente. L'objectif n'est pas la charité mais le développement local, la souveraineté économique et politique des peuples, le respect de la biodiversité, etc. Il s'agit d'une équité universelle, et qui se pratique depuis des siècles (lire « Ethique à Nicomaque », livre écrit par Aristote, il y a 23 siècles, sur la justice dans les échanges). Il s'agit donc là d'une remise en cause de l'économie de marché et de créer une autre économie, autogérée, qui réponde aux besoins humains et non pas à la recherche de profit individuel, seul moteur du capitalisme.

Interviennent alors les producteurs de Chimoré, notamment Julia Tormca Blanco, présidente des productrices de miel dans la communauté de Yuracaré: « *Ici, des circuits courts sont introduits à partir*

de la production de miel sylvestre qui est vendue aux voisins, sur les petits marchés locaux ou via le troc. Un lieu de vente est envisagé à Cochabamba pour l'association des productrices de miel ». Pour autant, selon Mario Quiroz (cacao), les circuits de vente directe semblent absents dans la région, mais dans la partie andine, il n'est pas rare que les paysans vendent directement leurs produits dans leur communautés ou sur les marchés locaux. Les paysans boliviens sont très en demande d'informations sur ces échanges. Daniel Vuillon (vice président d'Urgenci) explique le principe des Amap (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne) en France, au Japon et dans d'autres pays. On trouve des exemples de maintien de la paysannerie au Brésil type Amap (cf « entreprise du 21ème siècle » à Fortaleza). Daniel propose d'organiser des visites chez les paysans français et les Amap aux prochaines rencontres en mai 2010 à Aubagne. Pascal Thibault (paysan français membre de Nature et progrès) et Etienne Lurois (paysan membre de Minga) expliquent comment ils vendent directement toute leur production (viande, fromage, jus de fruits, légumes, etc), comment ainsi ils arrivent à vivre de leur travail et que sans cela ils ne s'en sortiraient pas.

Pascal : « Pour s'en sortir il faut faire d'autres métiers en plus de celui de paysan; il faut être boucher, charcutier, cuisinier, vendeur....Accueil paysan permet à près de 800 familles en France de vivre sur leur ferme en faisant du tourisme ou de l'accueil social. C'est à ces conditions que nous restons paysans. »

Michel Besson (Minga) explique « comment une douzaine de paysans normands fournissent chaque mois et directement de nombreux produits à une association de 400 familles en banlieues populaires parisiennes ».

La discussion porte ensuite sur les différents systèmes de contrôles, tant au niveau de la qualité des produits (biologiques) que des relations équitables entre producteurs des matières premières, transformateurs, transporteurs, prestataires, commerçants et acheteur final. Tous les participants, notamment boliviens, sont très intéressés par l'alternative de systèmes de garantie participatifs qui sont proposés (Minga, Nature et progrès, SGP) pour s'éloigner des contraintes du marché et garder un contrôle citoyen sur ces pratiques. Il s'agit aussi et ensemble de « s'opposer au monopole des organismes certifiés par les états et garder un contrôle citoyen sur ces pratiques grâce à la transparence, la confiance, le partage des mêmes valeurs, l'horizontalité, le processus pédagogique et la participation de tous ».

« Voilà la preuve que nous avons une raison d'être présents ces jours-ci à Villa Tunari » (Sophie Villanueva, Nature et progrès).

Mario Quiroz (Cacao de Chimore, Yupacaré) décrit ensuite, sur le tableau, les différentes formes en Bolivie d'organisations économiques collectives: gestion communautaire, coopératives et coracas. Les coopératives sont très souvent mal gérées et au mains de technocrates. Olivier Keller rappelle qu'en France c'est souvent la même situation. Mais les Coracas attirent l'attention des français puisqu'il s'agit d'une forme coopérative et corporative, à gestion auto-gérée, « mais avec un contrôle des Frutsi et Frumci qui sont des entités communautaires représentatives qui déterminent les fondements politiques de l'activité économique en fonction de l'intérêt général. »

Samedi 21 Novembre

Le matin nous commençons les conclusions de ces rencontres. Chacun, français ou bolivien, s'exprime à tour de rôle et semble satisfait.

Nous partons ensuite pour la région de Yapacani, guidés par nos amis de l'Aspabri, visiter des rizières, mais aussi des plantations de soja...

Le défi de l'agriculture en Bolivie

Réunir des acteurs économiques aussi différents avec des expériences multiples était l'enjeu de ces rencontres fraternelles. Notre passage sur les lieux d'exploitation de la grande zone de production de l'Oriente (Santa Cruz) nous a montré la version productiviste de l'agriculture intensive : OGM, engrais chimiques, Paraquat (défoliant interdit en Europe). Les productions conventionnelles et OGM ne sont pas distinctes lors des transformations au motif que « *la demande des consommateurs n'existe pas* ». Cet état des lieux montre que dans cette région, la plus agro-industrielle du pays, le chemin à parcourir vers l'agriculture biologique est encore long.

A Yapacani, les terres ont été colonisées par les migrants de l'Altiplano, ce qui était encore la forêt il y a trente ans accueille aujourd'hui 70 000 habitants. Une région très agricole convertie au soja, au tournesol, aux fruits tropicaux. Les surfaces étendues de rizières actuelles nous rappellent qu'il ne s'agit pas d'une plante endémique, qu'elle a été apportée par les japonais en 1955 et que les boliviens peinent à mettre en place des banques de semences adaptées afin de développer leur autonomie alimentaire. Nous leur proposons d'inscrire dans nos engagements communs pour les prochaines rencontres d'entamer la sélection et la collecte de semences dans les meilleurs délais. L'intensification des productions se fait ici au nom de la sécurité alimentaire, les groupes agro-industriels sont très présents autour de Santa Cruz, berceau du latifundisme qui conteste le plus les orientations politiques d'Evo Morales. La campagne électorale bat son plein, les partisans du MAS (parti de l'actuel président) sourient à l'idée de gagner le Sénat et de bénéficier ainsi d'une majorité importante afin d'appliquer leur programme politique, notamment sur le plan environnemental et de la réforme agraire....

Le PIB s'est accru (850 \$/hab/an) ces dernières années, le pays est traité comme un bon élève par le F.M.I, ce pays pauvre ne connaît semble-t-il pas la crise. Souhaitons-lui de mettre en place la **souveraineté alimentaire** dans les délais les plus courts, dans le meilleur respect de la Terre Mère ! On a hâte de savoir comment se décline le « vivre bien » à titre collectif. Le soir, repas collectif et hébergements à Yapacani.

Dimanche 22 Novembre

Le matin, on se sépare, on trouve bitume, béton et grande ville. Ce sont les premiers départs à l'aéroport de Santa Cruz. Joie et tristesse se mélangent. Jacques repart dans le Potosi, pour poursuivre la coopération avec des éleveurs de chèvres. William, Olivier et Véronique continuent visiter le pays. Michel reste à Santa Cruz chez les amis du Mofisp et du Cidob.

Une chose est sûre, nous nous reverrons pour poursuivre cette aventure entre travailleurs motivés pour changer ce monde !

Annexe II :Message de l'ambassadrice de Bolivie en France aux participants des rencontres



ETAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE
AMBASSADE DE BOLIVIE
EN FRANCE

MENSAJE DE LA EMBAJADORA DE BOLIVIA EN FRANCIA

*Sra. Luzmila Carpio Sangüeza
en ocasión de la*

*Primer Encuentro Franco-Boliviano entre Actores Económicos
para una Economía Solidaria*

*Desde París-Francia,
para la inauguración del martes 17 de noviembre 2009, Villa Tunari-Bolivia*

Muy buenos días,

Reciban un saludo fraterno desde París-Francia las autoridades de este municipio, les doy la bienvenida a los compañeros Franceses que nos visitan y un saludo cariñoso a todas las hermanas y hermanos bolivianos que participan en este primer encuentro sobre Comercio justo y Economía solidaria.

Quiero agradecer la cooperación de todos los actores de este histórico evento y muy especialmente a la Red francesa Minga co-organizadora con la Embajada de Bolivia en Francia de esta iniciativa que nos da la oportunidad de intercambiar nuestras ideas y experiencias para lograr el desafío de construir una meta común. También van mis agradecimientos a los Alcaldes de Villa Tunari, de Yapacani, a los compañeros de la CIDOB y a la Asociación Nacional de Productores de Arroz por su calurosa acogida y cooperación que están viabilizando este proyecto, anhelado desde hace mas de un año. Muchas gracias a la colaboración desinteresada de la compañera Marilú Escobar del Mofisp quien están coordinando y les acompañara durante todo el evento.

Estoy segura de que este encuentro de reflexión sabremos encaminarla a la acción, ya que como Estado Plurinacional todas las culturas hacemos parte de una Bolivia que aborda el tema de comercio basado en los pilares que nuestros usos y costumbres han preservado por miles de años, el intercambio basado en el dialogo, la transparencia, el respeto, la calidad y el cuidado a nuestra Madre-Tierra, Pachamama y a la naturaleza que hacen parte de preceptos que

nosotros hemos mantenido vivos pese a las corrientes que nos han impuesto. Podemos afirmar que con estos principios y valores que practicamos, estamos listos para formar parte de un comercio internacional solidario, contribuyendo al desarrollo sostenible de nuestro planeta.

El comercio justo, hermanas y hermanos, nos muestra un horizonté de mejores condiciones de vida, dignidad y oportunidades comerciales, asegurando los derechos de los pequeños productores y trabajadores marginados, un comercio que impulsa los procesos alternativos de desarrollo económico social y cultural y que nos darán, a la larga, una vida mas digna y estable, por la cual luchamos a diario.

Este encuentro amistoso se enmarca en el concepto de la Diplomacia entre los Pueblos, el cual es uno de los pilares de la actual política exterior del Estado Plurinacional de Bolivia liderizado por el Presidente compañero, D. Evo Morales Ayma. Concepto que se expresa de forma concreta el día de hoy con su presencia, sus reflexiones y aportes al debate.

*En este sentido, les invito a aprovechar al máximo para intercambiar las experiencias de cada uno de ustedes, para sembrar y hacer florecer la amistad sincera entre los pueblos de Bolivia y Francia. Y que quede grabado en nuestros corazones la puesta en marcha de un gran AYNÍ que nos ayude a asumir la filosofía aymará-quechua del **SUMA QAMANA, SUMAQ KAWSAY** "vivir bien".*

Muchas gracias !


Luzmila Carpio

*Embajadora del Estado Plurinacional de Bolivia
en Francia*



Annexe III : Communiqué de presse de l'ambassatrice pendant l'évènement:

ETAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE

**AMBASSADE DE BOLIVIE
EN FRANCE**

Communiqué de presse – EBFR-Nr. 014/09

Les premières rencontres Franco-Boliviennes sur le commerce équitable et l'économie solidaire ont débuté à Villa Tunari.

A l'initiative de l'Ambassade de l'Etat Plurinational de Bolivie en France et du réseau français Minga les premières rencontres Franco-Boliviennes entre acteurs économiques pour une économie solidaire se sont ouvertes ce lundi 16 novembre à Villa Tunari.

Une délégation française de 15 personnes composée de paysans, de producteurs, d'entrepreneurs et de commerçants, issus d'organisations sociales parmi les plus importantes, participera à ces rencontres :

1. Le réseau Minga qui regroupe plus de 80 entreprises et associations agissant pour un "commerce équitable" et une agriculture biologique,
2. Le co-fondateur des "Amap" (initiative citoyenne pour la mise en place d'un système de vente directe entre les paysans producteurs et les consommateurs),
3. Des représentants de la Confédération Paysanne,
4. Des représentants de "Nature et Progrès",
5. La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile".

La délégation bolivienne sera composée de représentants de :

1. CEIBO (groupement de coopératives agro-alimentaires, notamment dans le secteur du cacao)
2. BARTLINA SISA (Confédération des femmes paysannes de Bolivie),
3. CIDOB (Confédération des peuples indigènes de Bolivie),
4. AOPEB (Association des organisations de producteurs bio de Bolivie),
5. Association Nationale des Riziculteurs - Yapacani.
6. ASOCAFE (Association Nationale du Café),
7. APAMI (Association des Producteurs d'Ananas),
8. CONYURA (Confédération du Territoire Communautaire Indigène du Yuracare),
9. UYPY
10. MOFISP (Mouvement de Femmes Indigènes pour une Réflexion Sensible),

L'Ambassadrice de Bolivie en France, Luzmila Carpio, a souligné que cette initiative, menée conjointement avec le réseau français Minga, s'inscrit dans le cadre du concept de la **Diplomatie entre les Peuples**. Ce concept constitue un des fondements de l'actuelle politique étrangère de la Bolivie désireuse de promouvoir les rencontres entre les acteurs économiques de la société civile. Ces acteurs sont en capacité de mettre en œuvre des alternatives commerciales viables pour une économie solidaire s'inscrivant dans le concept philosophique du "vivre bien" ou du "Suma Qamaña" et dans le respect de la Terre Nourricière.

L'Ambassadrice a indiqué que lors de ces premières et historiques rencontres Franco-Boliviennes seront abordés, entre autres, les sujets suivants :

1. Le concept philosophique du "Vivre bien" ou SUMA QAMAÑA et le respect de la Terre Nourricière,
 2. Les situations socio-économiques, et notamment dans le secteur agricole, de nos deux pays. Et en ce qui concerne la Bolivie notamment dans le cadre de la Nouvelle Constitution Politique de l'Etat et de l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour l'Amérique),
- Le Commerce Equitable et l'Economie Solidaire,
 - La feuille de coca : ses bienfaits, son contenu culturel ancestral et les démarches en vue de sa dépénalisation auprès de l'ONU,
 - La souveraineté alimentaire : mutualisation d'expériences fructueuses tant en Bolivie qu'en France (relations producteurs/consommateurs),
 - Mise en place de mécanismes et de réseaux de solidarité et de coopération internationale dans le cadre de la DIPLOMATIE ENTRE LES PEUPLES,
 - Projets d'exportations vers la France,
 - Projets dans le secteur du tourisme solidaire et communautaire.

En conclusion la Diplomate a fait valoir que ces rencontres Franco-Boliviennes, outre le développement d'un commerce équitable et équilibré entre des acteurs économiques importants et l'établissement de relations sur le long terme, représentent une excellente occasion pour promouvoir le tourisme solidaire et communautaire.

Les 2èmes rencontres Franco-Boliviennes, qui auront lieu avec les mêmes participants à Aubagne (France) au mois de mai 2010, permettront aux paysans, entrepreneurs, représentants de coopératives et commerçants boliviens de découvrir la réalité française pour poursuivre la réflexion et les débats sur le commerce équitable et travailler également à la création de réseaux solidaires de coopération et d'échanges de connaissances.

Paris, le 23 novembre 2009.

Annexe IV : Déclaration finale de la rencontre signée par tous les participants et toutes les organisations et associations présentes

DECLARATION FINALE
RENCONTRE FRANCO-BOLIVIENNE POUR UNE ECONOMIE
EQUITABLE ET SOLIDAIRE

Nous, petits paysans producteurs, transformateurs et commerçants, représentants de diverses organisations, sommes présents pour échanger nos pratiques et les valeurs qui nous guident dans nos relations humaines et avec la nature.

Ces valeurs culturelles, économiques, sociales et politiques sont le fondement même d'une économie populaire et équitable au service de l'être humain. On est arrivé à la conclusion commune que les problématiques sont partagées par tous les participants à la rencontre et que les luttes et résistances doivent s'organiser collectivement.

1- LE CAPITALISME, UNE SOCIETE DESTRUCTRICE DE LA NATURE ET DES ETRES HUMAINS

La mauvaise répartition de la richesse mondiale et l'uniformisation d'un modèle économique et culturel sont génératrices des inégalités post-coloniales à l'échelle planétaire. L'économie mondialisée favorise un productivisme sans limites, avec l'utilisation des produits chimiques, des semences hybrides et autres OGM. La surexploitation des ressources naturelles bouleverse les équilibres environnementaux tandis que les inégalités sociales s'accroissent. La crise globale a réactivé le débat autour des préoccupations alimentaires et du rôle nourricier des paysans. Les négociations agricoles doivent sortir de l'agenda de l'Organisation Mondiale du Commerce pour permettre aux peuples de retrouver leur souveraineté dans leur choix politiques.

L'orientation du «bien vivre» inscrite dans la nouvelle constitution bolivienne est une voie à suivre. L'environnement économique participe à la destruction des solidarités et à la perte d'identité, accentuée par l'homogénéisation d'un modèle culturel basé sur des valeurs individualistes et consuméristes. Le débat autour de la préservation de la planète est largement récupéré par les multinationales du «capitalisme vert». Le changement climatique est la plus forte manifestation de la non-durabilité des modèles de développement économique. Nous devons participer à la construction d'un projet politique universel basé sur la justice environnementale, par la reconnaissance de la dette écologique en luttant contre la marchandisation de la nature et des fonctions vitales de l'homme (eau, alimentation). Nous devons aussi participer à la maîtrise démocratique et collective des biens publics mondiaux (santé, éducation) afin de construire un monde meilleur pour tous sans aucune discriminations quelles qu'elles soient.

Les discussions à Copenhague (Décembre 2009) autour de la réduction des gaz à effet de serre (aménagement du protocole de Kyoto) doivent prendre la mesure des bouleversements climatiques qui impactent en premier lieu les pays du Sud et les populations paysannes des deux cotés de l'Atlantique.

2- PROPOSITIONS

- soigner et préserver la Terre Mère contaminée pour obtenir une nourriture saine dans une perspective de santé publique et éducative
- développer une économie au service de l'être humain dans le respect des générations futures et qui encourage la sobriété en lien avec la finitude des ressources naturelles
- sauvegarder et transmettre les savoir-faire traditionnels
- protéger et sauvegarder les semences et favoriser la biodiversité
- encourager une agriculture respectueuse de l'environnement et de ses paysans par la promotion de la souveraineté alimentaire
- avoir une éthique de comportement envers la nature, des êtres humains et de leur diversité

culturelle

- promouvoir les échanges entre producteurs locaux, nationaux et internationaux dans la perspective de rapports non-marchands et de partage des connaissances
- encourager et pratiquer les circuits courts de distribution en participant au rapprochement des mondes urbain et rural par l'autonomie alimentaire de chacun dans la proximité
- promouvoir les échanges directs en s'organisant entre producteurs, transformateurs, distributeurs, usagers en limitant les intermédiaires et en assurant une transparence sur toute la chaîne
- contrôler les effets nuisibles de la technologie en la mettant au service de l'homme
- encourager la gestion autonome et les pratiques autogestionnaires
- participer à la conscientisation des jeunes sur la nécessité de la promotion de l'agriculture biologique à travers l'éducation et la formation de l'être humain
- participer à des recherches socioculturelles avant de proposer un projet de développement
- conserver et multiplier les exploitations agricoles à taille humaine de type familial
- chercher un nouveau modèle de certification sur la base de systèmes participatifs de garantie.

3- ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Créer un comité de suivi et d'animation franco-bolivien pour coordonner les actions suivantes :

- Envoyer cette déclaration à d'autres organisations dans le monde et nos deux pays, afin d'élargir notre coopération et de fédérer nos différents réseaux
- Rédiger un document sur les conclusions de cette première rencontre
- Élaborer un site internet (avec un annuaire des organisations et des acteurs économiques, des documents, photos, forums de débats, etc.)
- Interpeller et soumettre des propositions concrètes aux responsables politiques
- Expérimenter des systèmes participatifs d'évaluation et de certification contrôlés par les acteurs eux-mêmes
- Soutenir des coopérations concrètes entre des travailleurs de Bolivie et de France
- Développer des banques de semences et des mesures de protection de la biodiversité
- Renouveler et renforcer les rencontres par un second rendez-vous co-organisé en mai 2010 par la Communauté d'Agglomération d'Aubagne et de l'Etoile (France) et les organisations signataires de cette déclaration

Fait à Yapacani, Bolivie, le 21 novembre 2009

Annexe V :Extraits du Projet de rencontre

*« Il s'agira d'identifier les principes de base qui nous guident, non à partir de discours ou de velléités, mais **à partir de nos pratiques culturelles, économiques, sociales et politiques.***

Il s'agit d'échanger, d'exprimer et de promouvoir les valeurs culturelles et politiques qui fondent la création d'une économie populaire et équitable dans nos communautés respectives ; et notamment celles fondant les pratiques alternatives actuelles dans le domaine agricole et biologique (agro-écologie) par exemple et les échanges économiques tant au niveau local qu'aux niveaux régional, national et international.

Exemples de thèmes à aborder : le questionnement sur la propriété privée, sur une production et une économie répondant aux besoins sociaux essentiels, sur la souveraineté économique (et notamment alimentaire), sur le respect de la nature et des êtres vivants, sur les échanges équitables et solidaires, etc.

La priorité est donnée à :

- la défense et au respect des identités culturelles, à la biodiversité, au patrimoine vivant et non-vivant, aux savoirs et aux savoir-faire populaires.*
- la promotion de la souveraineté et de la sécurité alimentaires, pour une économie équitable et solidaire. Cette rencontre devra établir les principes et critères essentiels qui fondent nos pratiques vers un projet alternatif de modèle économique, social et politique »*

I. Bolivia :				
Nom	Organisation	Tel	Email	Site
	<i>I. Bolivia :</i>			
1	Juan Ivan Gomez Montano, presidente	708 97299/750 19060	pedagogiaysociedad@hotmail.com	
2	Victor Pozo, miembro de la direccion	77943591	vixsco@hotmail.com	
3	Luis Legata Yavi			
4	Adolfo Chavez Beyuma	3494212	gticidob@gmail.com	www.cidob-bo.org
5	Felipe Yuja			
6	Mercado Ricardo Espada	77437751	felipinom@hotmail.es	
7	Malu Escobar, coord. General	797 54543	richyespada@yahoo.com	
8	Alfonso Escobar	70560217	mofisp@hotmail.com	www.mofisp.org
9	Cristino Muneni	77928777	cce-abel@hotmail.com	
10	Eugenio Suarez	74307488		
11	Algunas personas mas			
12	Benjamin Suarez			
13	Ricardo Espada	79754543	Richyespada@yahoo.com	
14	Lelipe Yuja	777437751		
15	Erlan Taura			
16	Moybe	76935015		
17	Ricardo Aguilera			
18	Simona Prado			
19	Ramiro Guevara	77334000	guevara-ra@hotmail.com	
20	Gregoria Munoz	72423376		
21	Emilia salcedo			
22	Senor Alcade			
23	Marcelo Ramiro BORJA	740 46 457	grnds.spcs@gmail.com	
24	Mario Quiroz	77930872	marioquirozcamacho@yahoo.com	
25	Julia Turrica Blanco			
26	Marcia Orosco			
27	Freddy Cruz Tola	71994299	cruzola@hotmail.com	
28	Ivan Fernandez	7719275	cochabamba@aopebco.org	http://www.aopeb.org
29	Catalina Soto		fmcb_bs@yahoo.es	www.bartolinasisa.org
30	Francisco Reynaga	2- 284 1178	elceibocom@accelerate.com	www.elceibo.org
31	Gustavo Cambia	361256		
32	Monga silva			
33	Lilia Menecas			
II. France:				
Nom	Organisation	Tel	Email	Site
1	Daniel Cano	03 82 23 78 70	dan.cano@yahoo.fr	www.minga.net
2	Daniel VUILLON	04 94 30 03 13	daniel.wiillon@wanadoo.fr	www.urgenci.net
3	Etienne lurois	02 32 97 10 74	gaec-clos-du-bourg@wanadoo.fr	www.minga.net
4	Jack Guyomarc'h	06 12 32 72 76	guyomarcjacques@yahoo.fr	
5	Jacques De Barros	05 65 74 04 19	jacques.debarros@yahoo.fr	www.confederationpaysanne.fr
6	Jeanine Retaud	03.29.57.81.86	jeaninepascal@wanadoo.fr	
7	Michel Besson	01 48 09 92 53	minga@minga.net	www.minga.net
8	Olivier Keller	01 43 62 04 04	contact@confederationpaysanne.fr	www.confederationpaysanne.fr
9	Pascal Thibaut	03.29.57.81.86	np@natureetprogres.org	www.natureetprogres.org
10	Pierre MASCE	06 71 34 68 54	pierre.masce@orange.fr	www.ccas.fr
11	Sophie Villanueva	04 76 43 44 83	sof.v11@orange.fr	www.accueil-paysan.com
12	Veronique Léon	06 25 42 13 94	verobique@laposte.net	www.confederationpaysanne.fr
13	Virginie Lurois	02 32 97 10 74	gaec-clos-du-bourg@wanadoo.fr	
14	William Elie	01 48 05 86 81	info@actionconsommation.org	www.actionconsommation.org

Annexe VI: Les participants

Annexe VII: Budget estimé des rencontres

Postes budgétaires	Apports boliviens	Apports français	Sommes
Préparation de la rencontre	Ambassade de Bolivie en France et MOFISP	Membres de MINGA	4 000 €
Voyages aériens (14)		Les participants français	16 000 €
Hébergements et restauration	Municipalité de Villa Tunari		3 000 €
Transports terrestres	ASPABRI et MOFISP		800 €
Location de matériel pour le film	Ambassade de Bolivie en France		850 €
Matériel pour le film		Membres de MINGA	400 €
Matériel de publication	MOFISP	Membres de MINGA	350 €
Site Internet (à venir)	MOFISP	Membres de MINGA	3 000 €
TOTAL			28 400 €

Annexe VIII : Sommet de Copenhague



ETAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE
AMBASSADE DE BOLIVIE
EN FRANCE

Communiqué de Presse - EBFR-Nr. 017/09

Dernière minute

**LE PRESIDENT DE BOLIVIE, S.E. EVO MORALES AYMA
INVITE A UN REFERENDUM MONDIAL
POUR LA DEFENSE DE LA MERE-TERRE ET SUR LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE FACE A L'OPACITE DU
SOMMET DE COPENHAGUE**

**« Vu nos profondes différences entre Chefs d'Etat et de
Gouvernement, consultons les peuples et mettons en oeuvre leur
décision ! »**

*Evo Morales Ayma
Président
de l'Etat Plurinational de Bolivie*

Face à l'opacité, au manque de transparence, à certaines réunions informelles sélectives et au grave déficit démocratique des négociations en cours au Sommet Mondial des Nations Unies sur le Changement Climatique qui se tient en ce moment à Copenhague, le Président de l'Etat Plurinational de Bolivie, D. Evo Morales Ayma, invite à tous les citoyennes et citoyens du monde à s'impliquer directement dans un processus de consultation, par internet, pour soutenir l'initiative bolivienne pour l'organisation d'un Référendum Mondial pour la Défense de la Mère-Terre et sur le Changement Climatique, tout en prenant compte des abus de l'actuel système global capitaliste et que les décisions internationales ne peuvent, en aucun cas, favoriser uniquement au 50% de la population mondiale:

Soutenez cette initiative en répondant aux questions suivantes, voir lien internet:

<http://portalmre.rree.gov.bo/cumbre/Referendum.aspx>

Plus d'informations sur la proposition bolivienne:

www.derechosmadretierra.org
Email: referendumcambioclimatico@gmail.com



Paris, 18 décembre 2009

Annexe IX : Texte de Véronique LEON

Deux ans après mon premier voyage en Bolivie, j'ai retrouvé le pays en pleine effervescence juste avant les élections présidentielles et législatives.

Cette fois il s'agissait de participer à une rencontre organisée par MINGA et l'ambassade de Bolivie, entre paysans (dont trois de la conf'), transformateurs et metteurs en marché autour du concept de commerce équitable.

Une déclaration commune écrite suite à cette semaine d'échanges est disponible, c'est pourquoi je prendrai le parti d'évoquer ici uniquement les aspects qui m'ont touchée.

La saison des pluies démarrait à peine, et cette fois le ciel n'est pas tombé en déluge sur ma tête, ni sur celles *des milliers de paysans envahissant les rues pour soutenir leur président*. En costumes traditionnels, à pied ou en tracteurs, ces femmes et ces hommes faisaient la démonstration d'un peuple déterminé à conserver le contrôle de l'état.

C'est dans cette ambiance de fête qu'a eu lieu notre rencontre du 16 au 21 novembre.

Aujourd'hui Evo Morales a gagné, et son parti, le MAS, détient les 2/3 du sénat, ce qui permettra au président de poursuivre plus facilement ses réformes et de mettre en œuvre les principes de *la constitution votée en janvier 2009*. C'est une belle revanche pour cet ancien paysan pauvre qui dit lui-même qu'après avoir passé son enfance « sous le ciel étoilé », il dort maintenant parfois dans des « quatre étoiles » lorsqu'il voyage !

Ces journées d'échanges entre acteurs boliviens et français nous ont permis de mieux nous comprendre. Vu d'ici, tout paraît simple. En réalité les choses sont à nuancer.

En Bolivie, la population est en majorité *indienne* : 65 %, répartie en 36 ethnies, dont les 3 principales sont les quetchuas (descendants des Incas) les Aymara et les Guaranis.

Considérer tous les indiens comme un seul peuple serait une erreur. En effet entre les montagnards de l'altiplano, les indiens cueilleurs d'Amazonie, et les mineurs de Potosi, les différences peuvent parfois frôler les conflits d'intérêt. Pourtant un lien spirituel très fort les unit : *le culte de la Pachamama* (déesse de la terre mère) qui guide leurs vies.

Les peuples indigènes d'Orient, Chaco et Amazonie sont représentés par une même organisation (CIDOB : Confederacion de Pueblos Indigenas de Bolivia).

Dans leur grande majorité les indiens soutiennent leur frère paysan président.

Une journée a été consacrée au concept de « bien vivre » ou « sumaj qamana », inscrit dans leur constitution, qui exprime le bien-être à vivre en harmonie avec la nature, en se contentant de ce qu'offre le milieu.

C'est un concept magnifique et le voir *inscrit dans la constitution* force l'admiration et l'envie.

Aussi, que penser de ce beau principe, quand la télévision leur assène en permanence des films violents, des séries américaines, et des publicités pour les sodas dans ce pays où la nature débordante de générosité offre tant de fruits délicieux?

Que dire de ces monceaux d'ordures (surtout des plastiques) qui jonchent les rues et les chemins de forêt ?

Peut-être devront-ils en passer par les mêmes erreurs que nous avant de revenir à leur culture ?

Les indiens cueilleurs d'Amazonie sont l'incarnation du « bien vivre ». Ils ne prélèvent que ce dont ils ont besoin pour vivre, plus parfois de petites quantités à commercialiser, mais en prenant toujours soin de ne pas cueillir les graines du haut des arbres, de manière à laisser les oiseaux les semer.

Il en va de même pour le miel. Deux apicultrices de la forêt nous ont rejoint. Elles ont créé une association de 20 femmes pour valoriser une partie de leur miel. Jusqu'ici tout était consommé par leur communauté. Comment ne pas admirer ces femmes qui venaient pour la première fois à ce genre de réunion, après avoir fait 5 heures de marche et deux heures de bus ! elles étaient intimidées et s'exprimaient avec difficulté, l'espagnol n'étant pas leur langue habituelle. Je me suis indignée de constater qu'on ne leur laissait pas le temps de s'exprimer, sous prétexte qu'il y avait des débats « importants » à mener! J'ai eu cette pensée que *souvent les hommes parlent de refaire le monde pendant que les femmes agissent*.

Comment ces indiens vivront-ils l'exploitation des hydrocarbures en forêt et du lithium (le sol d'Amazonie appartient à l'état), quand ils devront laisser la place aux forages ? Pour l'heure ils font

confiance au gouvernement qui les respecte... mais qui sait si un jour l'opposition ne gagnera pas les élections, et ne les chassera pas de leurs forêts ?

Comment concilier la culture de la coca à des fins marchandes et la cueillette de fruits, sur les mêmes territoires ? Ici il faut expliquer un élément historique. Les mineurs de la région de Potosi, en montagne, ont massivement envahi l'Amazonie à partir de 1985, suite à la privatisation des mines. Or, le travail de la terre en zone humide et chaude paraissait tellement facile, comparé aux conditions atroces d'exploitation dans les mines, qu'ils ont alors pris les terres de ces indiens cueilleurs pour cultiver la coca, les repoussant toujours plus loin dans la forêt. Et oui, la délocalisation a des facettes différentes de chez nous, mais existe aussi !

Deux approches s'opposent : l'accès à la terre pour le droit au travail et l'accès à la terre pour le droit à l'alimentation.

Comme chez nous, les chômeurs revendiquent le droit de revenir « al campo » (à la campagne).

La Bolivie est exemplaire dans sa mise en pratique d'une politique en faveur du peuple et des plus démunis, entraînant un bras de fer avec les multinationales et les grands propriétaires terriens.

Ce sont les soulèvements ouvriers qui ont initié les mouvements paysans, et ensemble ils ont gagné démocratiquement ce gouvernement populaire

Il faut rappeler la marche pour la ré appropriation de leurs terres par les paysans, ou « guerre du latifundio ». En effet, 87% des terres appartenaient à 7% des propriétaires. Dans les seules provinces du Beni et de Santa Cruz, entre 1953 et 1992, quatorze familles se sont approprié 312 000 hectares.

Revenons-en à l'objet de notre rencontre. Si le commerce équitable a permis à certains paysans de mieux vivre, il a aussi créé des déséquilibres. La monoculture de quinoa s'est installée en montagne, entraînant la disparition de l'élevage de lamas et des cultures vivrières comme la pomme de terre et les fèves. Les paysans se retrouvent dépendants des marchés à l'exportation, et en concurrence les uns avec les autres.

La souveraineté alimentaire et le commerce équitable ne font pas toujours bon ménage, n'en déplaise aux européens qui se donnent bonne conscience en consommant la céréale miracle.

Pour d'autres productions comme le cacao, vendues sous le label « équitable », la transformation, et donc la valorisation profite surtout aux sociétés importatrices. Les producteurs réfléchissent à transformer sur place, *mais le marché local est insuffisant pour écouler leur production.*

Nous avons compris que sous le vocable « équitable » se cachaient des types d'organisations très différents.

Nous avons pu échanger avec les paysans et les personnes impliquées dans divers projets de développement.

L'expérience des uns et des autres a permis une meilleure compréhension mutuelle : Les dangers de la dépendance aux firmes, (OGM, pesticides), les risques de s'engager dans la Bio industrielle, notamment pour les producteurs de riz, les combats et les luttes pour l'accès à la terre, la place des femmes, l'agriculture paysanne, la souveraineté alimentaire... les nombreux sujets de débats ont fait évoluer mutuellement nos regards et nos à priori.

Malheureusement nous n'avons pas pu rencontrer les responsables de la « confederacion campesina », ni les femmes du mouvement « Bartolina Sisa », tous étant mobilisés pour mener la campagne électorale. Leur syndicat est co-gestionnaire, contrairement au nôtre. Nous aurions vraiment aimé débattre de nos formes de luttes, forcément très différentes.

Le leur participe aux nombreuses réformes en cours, notamment la campagne d'alphabétisation et la réforme agraire.

Le programme d'échanges avec nos amis boliviens va se poursuivre en juin 2010 à Aubagne, et j'espère retourner un jour la-bas pour constater de visu si les avancées sociales programmées sont à la hauteur de l'ambition du gouvernement. V.L.

Véronique LEON

Annexe IX : Lettre de la Confédération paysanne, France



Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Association MINGA
1 Quai du Square
93200 Saint Denis

Bagnolet, le 10 novembre 2009

Chers amis,

La Confédération paysanne souhaite exprimer son soutien au programme de rencontres organisé par l'association Minga entre travailleurs boliviens et français. Ces échanges entre personnes qui, en raison de leur travail très prenant, ont peu l'occasion d'échanger sur leurs pratiques, seront certainement très intéressants et fructueux.

Alors que jour après jour, l'économie mondialisée plonge de nombreuses personnes dans la compétition, la détresse, le chômage, il est réconfortant de voir qu'il existe des initiatives dans d'autres pays pour développer une économie au service du développement humain.

Notre syndicat, membre de la Via Campesina, et qui défend une agriculture paysanne et durable dans le cadre – toujours à conquérir – de la souveraineté alimentaire est particulièrement sensible à la nécessité de nouer des alliances entre les citoyens à la recherche d'alternatives au modèle imposé du développement agro-industriel, adossé à la grande distribution.

Nous vous souhaitons pleine réussite dans votre projet, et vous assurons de toute notre sympathie

Philippe Collin
Porte-parole

104 rue Robespierre – 93170 Bagnolet – FRANCE

Tel. 01 43 62 04 04 – Fax. 01 43 62 80 03

contact@confederationpaysanne.fr – www.confederationpaysanne.fr

Annexe XI : Lettre de remerciement des amis d'Andines au Conseil général du 93 – France



A Mr Gilbert Roger
Conseil Général de la Seine Saint Denis
Hotel du Département
93006 BOBIGNY Cedex

Le 15 Décembre 2009

Monsieur,

Nous venons vous remercier pour l'octroi de la subvention de 1000 € à notre association pour sa participation à la Rencontre franco-bolivienne du 16 au 22 Novembre, en Bolivie, dont vous trouverez ci-jointe la Déclaration finale et commune. Nous vous enverrons les Conclusions de la rencontre dès qu'elles seront publiées. Cette rencontre en Bolivie a en effet réuni plus d'une trentaine d'acteurs économiques solidaires de Bolivie et 14 français, dont M. Michel Besson, membre de notre association et co-organisateur de cette manifestation.

Cette rencontre sera suivie d'une seconde en France mais elle a déjà permis de mettre au point un programme d'action qui comprend la mise sur pied d'un site Internet mais aussi un rayonnement de cette action dans chacun de nos pays, notamment en Seine Saint Denis où nous envisageons plusieurs réunions publiques dès que le film sur cette première rencontre sera terminé, c'est-à-dire à partir de fin Février 2010. Nous ne manquerons pas de vous en informer.

En vous remerciant de votre soutien, nous vous prions, Monsieur, d'agréer l'expression de nos meilleurs sentiments.

Mme Marie Christine Callet,
Présidente

Les Amis d'Andines
6, rue Arnold Géaux
93450 L'ILE SAINT DENIS
Tel: 01 48 20 48 60
Présidente : marie-christine.callet@wanadoo.fr

Annexe XII : Texte de Jacques Debarros (<http://debapot.over-blog.com/>)

« [Le bien vivre](#) »

Du 15 au 22 nov. se tenaient en Bolivie les premières rencontres franco-boliviennes pour une économie solidaire. La conf' avait décidé d'être présente. Je rencontre déjà depuis plusieurs années des paysans boliviens..et j'étais donc présent a ces rencontres ou on n'a pas parlé que d'économie...

Suma kamaña en langue quichua signifie "vivre bien". C'est une notion vécue par les peuples originaires de Bolivie, en particulier des habitants de la forêt avant l'arrivée des espagnols: On prélève du terroir local ce qui est nécessaire pour se nourrir, pour se vêtir..on n'accepte d'importer que ce qui est indispensable pour équilibrer la nourriture(le bien manger):il n'est donc pas indispensable d'importer du roquefort en amazonie pour vivre bien. Le vivre bien implique aussi de bonnes relations homme-femme ou humain-animaux.

Evo Morales le premier président indigène Amérique latine a voulu une nouvelle constitution politique pour le pays. Les auteurs de celle ci sensibles aussi aux problèmes environnementaux (déforestation, sécheresse, pluies diluviennes, niña) ont voulu y inscrire des fondamentaux historique :on y retrouve donc cette notion du bien vivre

Il faudra maintenant que le pays mette en pratique ce concept.

par la loi?

par une démocratie informelle de proximité?

Comment le concilier avec le besoin d'indépendance économique après 20 ans de neoliberalisme?

Comment en faire un modèle moteur pour le sous continent?

Comment intégrer les plus jeunes, les exclus?...

Sachant qu'ici comme ailleurs existe la délinquance, l'abus d'alcool, les viols sur mineures...

Pendant ce temps en France une majorité d'entre nous était séduit par la notion de "travailler plus pour gagner plus"....pour consommer plus. D'autres encore minoritaires pensons que ce développement ne peut mener qu'à une impasse sociale et écologique. Alors intellectuels et militants se chamaillent pour savoir quel serait le meilleur concept fédérateur de ce mouvement: décroissance?, sobriété?.... Acceptons que des peuples originaires du plus profond de l'amazonie aient pu nous devancer de plusieurs siècles pour trouver la formule juste..et saisissons l'occasion pour unir nos efforts et faire que la planète vive bien

La culture quichua mise sous l'éteignoir depuis cinq siècles possède bien d'autres merveilles. Il y a quelques temps encore pour se saluer le matin était utilisée la formule: " ama llulla, ama sua, ama qhella" qui signifie: "ne pas mentir, ne pas voler, ne pas faillir"

demain tous les humains pourraient se saluer en disant. "ne pas polluer, ne pas détruire les ressources, ne pas réchauffer la planète" pour une journée de bien vivre . »

Jacques Debarros